

ARTS

Comme L'Échangeur à Bagnolet, les théâtres « les plus subversifs » tentent de sauver leur peau

À l'instar du laboratoire culturel de Seine-Saint-Denis, de nombreux théâtres de recherche, à l'ombre des grandes scènes, luttent pour leur survie, asphyxiés par des coupes budgétaires. Ils cherchent encore la manière de peser collectivement.

Ludovic Lamant

16 septembre 2025 à 12h03

Bagnolet (Seine-Saint-Denis).— Pendant plus de deux heures, chacun-e y est allé-e de son idée pour sauver l'endroit. Ils et elles étaient deux cents, certain-es assis-es en cercle sur la scène, d'autres dans les gradins du public, à participer le 9 septembre au soir à une assemblée de crise. L'avenir de L'Échangeur, théâtre emblématique de Seine-Saint-Denis, est menacé.

Une femme se dit prête à payer des billets à un tarif plus élevé pour la saison à venir. Un intervenant évoque un crowdfunding pour « *faire appel à la charité* », suscitant des remous dans la salle. Un spectateur propose, mi-sérieux, mi-rieur, de créer un spectacle, « *une Divine Comédie ou une farce avec Rachida Dati et François Bayrou, que l'on ferait tourner dans les lieux concernés par les coupes budgétaires, comme un chant du cygne* ».

Un autre plaide pour médiatiser davantage la situation : « *Il nous faut trouver des amplis de guitare pour que ça sonne plus fort.* » Plus ferme, un autre envisage l'occupation des lieux : « *Il faut savoir s'approcher de la limite de la légalité [...]. Si l'on n'obtient pas l'argent [des subventions], il faut continuer à payer les salaires de l'équipe avec l'argent qui reste, et arrêter de payer les loyers.* »

Le théâtre de L'Échangeur, ouvert en 1996, compte 2 000 mètres carrés de locaux, dont deux salles de spectacle, nichés tout contre le périphérique parisien, à l'entrée de la ville de Bagnolet (Seine-Saint-Denis). Environ 9 000 personnes l'ont fréquenté l'an dernier. Il pourrait devoir fermer ses portes dans les semaines à venir, alors même que la saison 2025-2026 vient de démarrer.



Au théâtre de L'Échangeur le 9 septembre 2025.

La structure dirigée par Régis Hébette, qui est aussi un lieu ressource pour beaucoup de compagnies indépendantes qui y rodent leurs spectacles, avait pris acte début mai de la perte de 60 000 euros de subventions de la direction régionale des affaires culturelles (Drac) d'Île-de-France, après une première coupe de 20 000 euros l'an dernier. Le département de Seine-Saint-Denis, lui, avait aussi annoncé la suppression de 15 000 euros d'aide. Soit une perte de 15 % du budget annuel.

« On a déjà énormément coupé dans les budgets depuis des années. On a coupé tout ce qu'on pouvait, assure Régis Hébette en début de soirée. On tient nos deux salles avec six postes. Avec cinq postes, je ne prends plus la responsabilité d'ouvrir au public. Pour nous, cette coupe budgétaire vaut fermeture. Alors on s'est dit : dans ces circonstances, notre seul salut, c'est l'information au public. »

Un collectif de 1 000 personnes

Ce fut le début d'une mobilisation originale, mêlant professionnel·les du spectacle, riverain·es de Bagnolett attaché·es à leur théâtre, personnel associatif et élu·es de gauche et syndicalistes. Un collectif, Les Amis de L'Échangeur, a vu le jour, qui rassemble à présent plus de 1 000 personnes. Des réunions publiques se sont déroulées entre les murs du théâtre, pour s'entendre sur la stratégie à suivre.

« Le théâtre est détruit de partout, mais je ne connais pas beaucoup de théâtres comme L'Échangeur qui résistent, avec son équipe, les équipes artistiques [des compagnies extérieures], les citoyens... », intervient, durant la soirée, Yan Allegret, du Nouveau Gare au Théâtre de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne).

« Je ne compte plus les projets qu'on a construits avec L'Échangeur, des dizaines, qui ont impliqué des centaines d'élèves, avance auprès de Mediapart Sébastien Marguet, professeur de français en collège à Bagnolett, 54 ans, qui fait partie de

l'association des amis du lieu, présent ce soir-là lui-aussi. *Pour nous, cet endroit est une ruche, un lieu d'ouverture, de découverte, mais aussi de pratique pour nos élèves.* »

Ce soir de septembre, pour la cinquième AG, l'ambiance est inquiète. Il y a bien une victoire au compteur : le département a fait marche arrière, confirmant le versement des 15 000 euros supprimés au printemps. « *On a réussi à renverser la tendance* », se félicite Régis Hébette. Mais le Festival d'Avignon, sur lequel l'équipe avait misé pour enclencher une mobilisation plus vocale à partir de juillet, n'a pas été un moment fort de la contestation.

Les politiques sont à ce stade très peu réceptifs pour défendre la dimension recherche, laboratoire, de notre travail.

Pierre Meunier, codirecteur d'une compagnie de l'Allier

Sur le fond, ce sont surtout les relations avec le ministère de la culture et la Drac qui interrogent. Début juin, Alexis Corbière (L'Après, ex-LFI), député de la circonscription de Bagnolet, et sa collègue Sarah Legrain (LFI) ont chacun-e adressé des courriers inquiets à la ministre alors en poste, Rachida Dati.

Mais la réponse de l'intéressée, datée du 22 juillet, fut une douche froide. Non seulement Rachida Dati considère que « *l'association [du théâtre de L'Échangeur] n'a pas souhaité s'engager dans la voie du dialogue, s'exprimant par voie de presse* » et surtout lors de ces assemblées générales ouvertes à tous. Mais elle pose surtout les conditions d'une nouvelle équation budgétaire : si le théâtre veut toucher le reste de la subvention de la Drac promise pour 2025 (quelque 100 000 euros), il lui faut avant cela « *présenter un projet et un modèle économiques viables* ».



Une salle du théâtre L'Échangeur à Bagnolet. © Site l'Échangeur

« *Proposer un nouveau projet, en si peu de temps, pour obtenir les 100 000 euros restants de la Drac, c'est infaisable. Moi, je ne relève pas le gant* », prévient Régis

Hébeté qui résume, ce 9 septembre : « *Dans trois semaines, on est en cessation de paiement.* » La situation est d'autant plus tendue qu'il n'y a désormais plus de ministre, et que le prochain directeur de la Drac doit prendre ses fonctions en octobre.

Présent durant la réunion, le maire de Bagnolet, le socialiste Tony Di Martino, se veut plus rassurant : des réunions de travail vont reprendre avec les tutelles. Lui imagine un projet de réaménagement du quartier, au terme duquel la ville rachèterait les murs de ce théâtre, à ce stade détenu par un bailleur privé. « *On va bouger de manière très concrète sur le foncier, dans les prochaines semaines* », assure-t-il.

D'autres lieux de recherche menacés en France

La situation de L'Échangeur est symptomatique d'un milieu du spectacle vivant frappé de plein fouet par les coupes budgétaires, depuis au moins deux ans. Mais elle documente aussi, plus précisément, l'extrême précarité de ces lieux de recherche et de résidence, indispensables à l'écosystème culturel, mais moins visibles que les grandes salles subventionnées, et qui pourraient bien être les premiers à mettre la clé sous la porte dans les mois à venir.

D'autres scènes de recherche voient leur avenir menacé. À Hérisson, dans l'Allier, Le Cube grimace. « *Nous avons appris en juin que nous perdions d'un coup 30 % de nos subventions publiques* », décrit Pierre Meunier, qui codirige la compagnie avec Marguerite Bordat.

La région Auvergne-Rhône-Alpes de Laurent Wauquiez, en particulier, a coupé l'intégralité de la subvention destinée à la compagnie (33 000 euros). Mais elle a maintenu les 15 000 euros de soutien aux activités de résidence. « *Ils pensent qu'ils continuent comme cela à soutenir des équipements culturels en territoire rural, mais ce lieu ne peut exister que si la compagnie parvient à vivre aussi, ce sont deux activités inséparables* », assure Pierre Meunier.

« *Les politiques sont à ce stade très peu réceptifs pour défendre la dimension recherche, laboratoire, de notre travail, cela ne fait pas partie de leurs priorités. Il faut faire beaucoup de pédagogie pour leur expliquer l'importance de ce qui se joue dans ce travail de long terme, souvent invisible* », ajoute-t-il.

« Un resserrement des financements vers les scènes labellisées »

Marjorie Glas a publié une « *socio-histoire du théâtre en France depuis 1945* » (*Quand l'art chasse le populaire*, Agone, 2023). Pour Mediapart, elle revient sur la spécificité de ces lieux indépendants, menacés de disparition. « *La politique culturelle s'est fondée sur la construction d'un réseau de lieux labellisés (centres dramatiques, scènes nationales, etc.), impulsés par l'État dès l'après-guerre. Des municipalités détenaient aussi leurs propres théâtres. À partir des années 80, des compagnies ont voulu s'implanter dans des lieux un peu oubliés, sur le modèle de la décentralisation des années 50-60. Bagnolet, typiquement, était l'une des rares communes de l'Est parisien sans théâtre.* »

Elle poursuit : « *Ils voulaient renouveler les pratiques, en étant des lieux d'accueil à la création et à l'émergence, en plus d'un travail auprès de publics défavorisés. Dans les années 80, à l'acmé des politiques culturelles, ils ont bénéficié de financements importants des collectivités locales.*

» *Ces lieux ont su s'imposer mais ont toujours vécu chichement, dans une certaine précarité. Leur financement public s'est beaucoup détérioré dernièrement. Et l'on assiste aussi au resserrement des financements sur les scènes labellisées, au*

détriment de ces lieux indépendants. Je ne crois pas que ce soit un choix réfléchi de la part des administrations. Elles sont dans une logique de chiffres. Et les établissements labellisés, eux, ont davantage accès à la parole publique, se font davantage entendre. »

À Alfortville (Val-de-Marne), le théâtre-studio dirigé par Christian Benedetti, par où sont passés quelques grands noms de la scène française actuelle, de Sylvain Creuzevault à Julie Deliquet, traverse aussi une mauvaise passe. *« On a subi 90 000 euros de baisses de subventions rien qu'en 2025, soit 21 % de l'ensemble de nos subventions, précise l'administratrice, Claire Aimo-Alessi. Et nos trois tutelles, région, département et Drac, l'ont décidé alors même que notre convention courait en théorie jusque fin 2026. »*

« Ce qui est inacceptable, renchérit Christian Benedetti, c'est que les tutelles nous transforment en leurs supplétifs. C'est nous qui annonçons aux compagnies qu'on ne peut pas les accueillir, c'est nous qui passons pour des salauds. » Il insiste : *« Nous sommes un lieu de répertoire et de mémoire. Pas juste un théâtre qui fait hôtel. Nous sommes un laboratoire où les gens viennent, cherchent, se trompent, sans contraintes de production. »*

Benedetti, qui fut un temps candidat LFI aux législatives, voit dans ces coupes une *« punition politique »* de la part de tutelles ancrées à droite. Il dit encore, dans un paysage où ces théâtres et lieux de résidence subventionnés restent mal identifiés, aux côtés des centres dramatiques nationaux, scènes nationales et autres théâtres de ville : *« Nous sommes en train de disparaître, nous qui sommes les endroits les plus subversifs, ceux qui entrent par effraction. »*///

Nous avons encore, il y a quelques années, la capacité de réagir.

Mais nous l'avons perdue.

Régis Hébette, au théâtre de L'Échangeur

Au théâtre de L'Opprimé, l'histoire se répète, et menace là encore la survie de ce lieu emblématique et militant du XII^e arrondissement de Paris : 38 000 euros de subventions en moins de la part de la Drac pour cette année, soit la moitié du loyer. *« Cette décision est hallucinante, pas seulement pour nous, mais aussi pour ce qu'elle dit de l'utilisation de l'argent public, puisque la même Drac, il y a seulement deux ans, nous a aidés à hauteur de 40 000 euros, pour reconstruire notre salle »,* constate le metteur en scène Rui Frati.

D'après lui, la Drac Île-de-France n'a même pas pris le temps de répondre au courrier que le théâtre lui a envoyé : *« un comportement de goujat »* envers le directeur sortant, Laurent Roturier, juge Rui Frati. En tout, la structure, qui assure cent cinquante à deux cents représentations par an, a perdu plus de la moitié de ses subventions publiques. Deux postes de l'équipe n'ont pas été renouvelés. À Toulouse, des scènes indépendantes comme le Grand Rond et Le Hangar sont elles aussi menacées.

Dans ce contexte délicat, l'enjeu de la coordination de ces lieux au bord de l'asphyxie se pose de manière urgente. Mais beaucoup semblent déjà mettre toute leur énergie dans la gestion du quotidien. Julien Battigello, administrateur du théâtre de

L'Opprimé, explique : « *Nous ne sommes pas résignés, mais nos espoirs sont limités, en ce qui concerne le monde politique. Notre premier réflexe est de nous dire : comment peut-on se débrouiller seuls ? Cela demande déjà beaucoup d'énergie de trouver des solutions concrètes pour faire tourner ce lieu.* »

À Alfortville, Christian Benedetti, qui a convaincu des artistes, d'Ariane Ascaride à Blanche Gardin, de venir se produire gratuitement à partir de janvier pour sauver son théâtre-studio, juge qu'un travail en commun « *pourrait marcher* ». Mais il ajoute : « *Il ne faut pas oublier à quel point ces structures sont toutes spécifiques, en fonction des gens qui la dirigent, de la mairie où elles sont installées... Il faudrait réussir à conserver l'identité de chacune.* »

Depuis le théâtre de L'Échangeur, Régis Hébertte constate, après l'été de luttes qu'il vient de traverser : « *Nous avons encore, il y a quelques années, la capacité de réagir. Mais nous l'avons perdue. C'est notre morcellement, notre isolement qui nous rendent extrêmement fragiles. Si au moins notre mobilisation à Bagnolet pouvait permettre de relancer un peu cette dynamique, alors nous n'aurons pas rien fait.* » À la Fête de l'Humanité, dimanche 14 septembre, des élu·es de gauche, des syndicalistes et des professionnel·les de la culture ont plaidé pour la relance d'états généraux de la culture.

Sollicitée par Mediapart, la Drac Île-de-France renvoie vers les services du ministère de la culture qui, eux, n'avaient pas répondu à nos questions à l'heure de la mise en ligne de cet article.

Ludovic Lamant